

Turquie : La célébration alternative de la fête nationale ravive le débat sur la présidentialisation du système politique turc

dimanche 4 novembre 2012, par [Jean Marcou](#)

La guerre des mots entre le gouvernement et l'opposition, déjà latente lors de la célébration du « *Kurban bayramı - Eid al-Adha* », la semaine dernière, et sur laquelle nous nous étions attardé, lors de notre précédente chronique (cf. notre édition du 28 octobre 2012 : [Pas de trêve politique en Turquie pour les fêtes !](#)), s'est muée en un affrontement beaucoup plus ouvert à l'occasion de la célébration de la fête nationale. Le 29 octobre 2012, à Ankara, près de 50 000 personnes se sont massées en effet sur la place de l'ancien parlement d'Ulus, à l'appel du CHP, de formations de gauche et d'extrême-gauche, ainsi que de multiples associations et ONG laïques. On sait que ce rassemblement avait été interdit par le gouverneur d'Ankara, qui avait invoqué des risques de provocations et de violences. La police a donc tenté de disperser la manifestation en usant de gaz lacrymogènes et de canons à eau. 9 policiers et une trentaine de manifestants auraient été blessés. Mais finalement, la police, ouvrant le barrage qu'elle avait dressé, a permis à la foule de défiler jusqu'au mausolée d'Atatürk.

Ces événements ont avivé les premiers affrontements verbaux qui avaient marqué l'annonce de l'interdiction du rassemblement alternatif d'Ulus (cf. notre édition du 28 octobre 2012 : [Pas de trêve politique en Turquie pour les fêtes !](#)). Très en colère, Recep Tayyip Erdoğan s'en est pris au leader du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu, lui reprochant d'avoir voulu diviser la nation en célébrant la fête nationale en marge des cérémonies officielles : « *Il était à mes côtés l'année dernière, pourquoi ne l'était-t-il pas cette année ? Pourquoi a-t-il voulu célébrer la fête nationale à sa manière... En fait, ce n'était pas une célébration alternative, mais une provocation.* » Il faut dire que pour la première fois les cérémonies officielles n'ont pas eu lieu devant le parlement d'Ulus, et se sont principalement tenues à Çankaya, la résidence du président de la République. De surcroît, pour la traditionnelle réception des corps constitués, Abdullah Gül n'a organisé cette année qu'une seule cérémonie, mêlant les militaires et les femmes de ministre voilées, alors que, depuis son élection en 2007, le président avait pris l'habitude de tenir deux événements distincts pour éviter que turbans et casquettes n'aient à se côtoyer...

Outre le contexte politique tendu des derniers mois, c'est aussi cette remise en cause du cérémonial républicain traditionnel par le gouvernement de l'AKP, qui a été la cause des conflits politiques qui ont marqué la célébration de la fête nationale, cette année. Pour sa part, Kemal Kılıçdaroğlu a jugé la riposte des forces de l'ordre disproportionnée : « *Les gens qui défilaient n'avaient que des drapeaux turcs dans les mains, mais l'État avait lui la police et des gaz lacrymogènes. Est-ce qu'on est en guerre ? Quoi de plus naturel que de célébrer la fête nationale ? Nos ancêtres ont construit la République avec leur sang et leur sueur.* » Réagissant au propos du premier ministre, qui après avoir soutenu l'interdiction du rassemblement par le gouverneur, a regretté que la police ait décidé de laisser les manifestants marcher jusqu'au mausolée, le leader du CHP s'est écrié à l'adresse de Recep Tayyip Erdoğan : « *Mais que voulez-vous donc interdire ? Quelle est la logique de tout cela ? On doit désormais vous appeler Tayyip Assad Erdoğan.* »

Cette célébration polémique de la fête nationale est venue raviver la polarisation politique permanente qui existe entre gouvernement et opposition laïque en Turquie depuis plusieurs années. L'AKP a tenté d'ailleurs de réduire les incidents du 29 octobre dernier à ce seul aspect. Sur la télévision Kanal 24,

Hüseyin Çelik, le vice-président du parti majoritaire a critiqué le CHP, en estimant qu'il était désormais à la remorque des formations d'extrême-gauche, qui comme l'İP (*İşçi Partisi - le parti des travailleurs*) avaient aussi appelé à la manifestation : « *Le parti d'Atatürk est devenu le wagon de groupes marginaux. Ils sont la locomotive, le CHP est le wagon.* », a déclaré Hüseyin Çelik, avant d'ajouter : « *La Turquie est passée d'une république bureaucratique à un pays démocratique. Ceux qui ne veulent pas changer leurs habitudes bureaucratiques républicaines et ceux qui n'acceptent pas la transformation en république démocratique ont uni leur voix.* » Cette seule explication n'est pourtant pas très convaincante car, depuis les polémiques autour du foulard de la première dame en 2007 (cf. notre édition du 21 août 2007 : « [Pas de surprise lors du 1^{er} tour de l'élection présidentielle](#) » ou du 9 mai 2010 : « [Les premières dames turques ont le droit de porter le foulard dans les cérémonies officielles.](#) ») et la confrontation entre l'establishment militaire et le gouvernement qui avait entouré l'élection d'Abdullah Gül cette année-là (cf. notre édition du 29 avril 2007 : « [Face à face entre l'Armée et le Gouvernement.](#) »), la situation politique a beaucoup évolué dans ce pays... Ainsi, le rassemblement du 29 octobre 2012, loin de n'être que le soubresaut d'un républicanisme militaire moribond a probablement incarné aussi l'inquiétude de plus en plus forte d'une parti de l'opinion quant à la toute-puissance qui est désormais celle du gouvernement de l'AKP. Alors même que les grands procès pour complot (*Ergenekon, Balyoz...*) révèlent des erreurs fréquentes de procédure et des accusations souvent fragiles, alors que 76 journalistes sont emprisonnés en Turquie, alors que plusieurs centaines de prisonniers kurdes sont en grève de la faim, cette célébration alternative de la fête nationale sonne aussi comme un appel à la sauvegarde du pluralisme, du droit de manifester et du maintien des principes fondamentaux qui sont ceux d'une république laïque et démocratique.

Toutefois, de façon inattendue, la manifestation du 29 octobre 2012 a également reflété une autre dimension des conflits politiques qui sont ceux de la Turquie actuelle. Le retrait des barrières de la police, qui contenaient les manifestants et qui a du coup permis à ceux-ci de se rendre au mausolée d'Atatürk, a en effet cristallisé les débats sur le déroulement des événements, Recep Tayyip Erdoğan accusant même la police de n'avoir pas fait son travail et de n'avoir pas vraiment appliqué les consignes du gouvernement. Selon certains observateurs, le fait que la police ait laissé le cortège partir vers le mausolée serait le résultat d'une appréciation différente, par le président de la République, de la conduite à tenir à l'égard du rassemblement interdit. Cette analyse est renforcée par la teneur manifestement divergente des déclarations faites à la presse à propos de la manifestation d'Ulus, par le chef de l'État et le chef de gouvernement, le premier se montrant plutôt ouvert au dialogue, le second n'ayant de cesse de rappeler que ce rassemblement était interdit.

La présidence a certes démenti avoir donné l'ordre de lever les fameuses barrières. On sait néanmoins que, le 27 octobre, le président Gül a rencontré le gouverneur d'Ankara, Atilla Yüksel, et lui a recommandé « *de prendre toutes les précautions nécessaires mais de rester le plus souple possible afin de laisser les gens libres célébrer la fête nationale.* » Au lendemain de la manifestation, de son côté, le premier ministre a déclaré qu'il ne pensait pas qu'Abdullah Gül ait ordonné de lever les barrières, mais il en a profité pour faire une remarque significative, excluant qu'il puisse exister une dyarchie au sommet de l'État, et marquant à nouveau sa préférence pour l'établissement d'un vrai régime présidentiel en Turquie : « *Ce pays n'ira nul part avec une gouvernance dyarchique. S'il y en a qui sont favorables à un régime présidentiel, je le suis aussi. Nous gérons alors plus facilement ce genre de situation et il n'y aura plus de problème.* » Le 31 octobre, Abdullah Gül a confirmé qu'il ne pouvait y avoir d'administration dyarchique du pays, en déclarant qu'il connaissait parfaitement la répartition des compétences entre les deux têtes de l'exécutif.

On se souvient que la « *querelle de la dyarchie* » fut, en France, l'un des grands débats constitutionnels et politiques des années 1960, après la mise en place des institutions de la 5^e République. En Turquie, la crainte d'une dyarchie a comme toile de fond actuellement le difficile processus d'élaboration d'une nouvelle constitution, au cours duquel est régulièrement posée la question du passage du parlementarisme moniste actuel à un système semi-présidentiel, voire carrément présidentiel. Mais plus prosaïquement cette nouvelle dissension au sommet de l'État n'a pas manqué de relancer également les supputations sur le déroulement de la future élection du président de la République au suffrage universel, et la prétention de l'actuel président à y être candidat, contre... l'actuel premier ministre (cf. notre édition

du 31 juillet 2012 : « [Abdullah Gül possible candidat à la présidentielle de 2014 ?](#) »).

Sources

[Turquie : La célébration alternative de la fête nationale ravive le débat sur la présidentialisation du système politique turc](#)

[Observatoire de la Vie Politique Turque](#) - Jean Marcou - 31 octobre 2012